



Union
Syndicale
Solidaire

31 Millions d'€ en suspens pour les HCL

2 rue chavanne - 69001 Lyon
tel : 04 78 30 49 54 fax : 04 78 27 25 47
email : sud.crc.rhone@wanadoo.fr

Arrêtez de nous taper sur la tête, ça fait mal !!!! Avant de quitter leurs ministères (bon vent), Xavier Bertrand et Nora Berra ont porté un nouveau coup au maintien du CHU de Lyon en tant que service public.

Après la loi HPST (loi Bachelot) qui installe une concurrence tout azimut (public/privé mais aussi public/public, établissement HCL /établissement HCL ainsi que PAM/PAM d'un même établissement)

Après une mise en place de la T2A qui met la « rentabilité » comme ultime priorité et dont les tarifs ne cessent de baisser avec la « convergence tarifaire public /privé » (en 2011 le coût d'un tarif à baissé de 0,4% en moyenne).

Après un remboursement d'un emprunt contracté en vue d'une modernisation nécessaire des hôpitaux, emprunt **qui aurait dû être à taux zéro** et dont les intérêts ont engraisé quelques banques.

Le ministère vient d'annoncer aux HCL la suppression d'une subvention de 31 millions d'euros au titre « de l'aide à la contractualisation ».

La direction des HCL, le président du conseil de surveillance (maire de Lyon) et le président de la CME (Commission médicale d'établissement) ont exprimé leur désaccord dans un courrier envoyé au ministère. Ils sont en attente d'une réponse. De plus la direction des HCL devra signer avec l'ARS (agence régionale de santé) un contrat de retour à l'équilibre. **Cette suppression des 31 M pourrait accroître le nombre de postes supprimés aux HCL ou remettre en question la modernisation d'HEH ou conduire à une privatisation accélérée de certains services ou secteurs.**

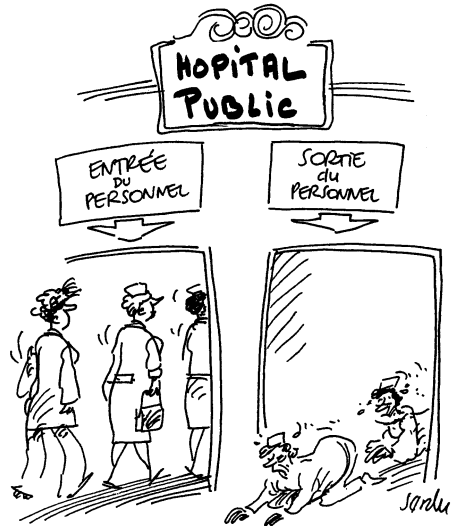
Nous avons déjà tous compris le prix à payer du « retour à l'équilibre » du budget des HCL et la privatisation rampante des Hôpitaux publics. Fin 2011 le déficit des HCL est de 29 millions et la dette est de 913 millions. A cela s'ajoute la dette générée par les milliers d'heures supplémentaires dues aux agents. Ces 31 millions ne seraient pas de trop !

Certains médecins et quelques membres de direction commencent à émettre des doutes quant aux bienfaits de la T2A et de la loi HPST. Il est plus que temps car depuis 2007 les conditions de travail se dégradent énormément et des pans entiers de l'hôpital sont privatisés : services intérieurs, espaces verts, déchets, radio, maintenance,

C'est la politique de rentabilité et de « recentrage de l'hôpital public sur le cœur de métier » avec pour conséquences la suppression de 200 à 250 postes par an. Ces postes sont essentiellement supprimés dans les catégories ouvrière, administrative, ASH., médico.technique (ex : 100 postes d'ici 2015 dans les labos). Les services de soins ne sont pas épargnés avec par exemple la mise en place des effectifs cibles.

Conséquences :

1. Valse des CDD (contrats à durée déterminée) « kleenex »
2. Report de la charge de travail sur le personnel restant, glissements de tâches...
3. Flexibilité, mobilité, polyvalence, appel à domicile :
 - Tension de plus en plus palpable entre encadrement et agents
 - Négation de la vie privée avec des intrusions inadmissibles de certains cadres,
 - Des changements incessants de roulement ou d'unité.
4. Conditions d'accueil des patients et d'hygiène qui se dégradent.



Quelques chiffres donnés par la direction des HCL au CTCE de mai 2012 relative à l'augmentation de l'activité et intensification du travail en 2011 :

- activité : +3,5% en chiffre d'affaire en 2011
- diminution de la durée moyenne de séjour : 7,5 jours en moyenne en 2011 (inférieure de 8,5% par rapport à la durée moyenne dans les hôpitaux de France)
- urgences : 259000 passages en 2011 soit une progression de 13%
- activité externe : progression du chiffre d'affaire de 8,61% par rapport à 2010

En récompense :

Nos salaires bloqués depuis 2010

Nos heures supplémentaires non payées et non récupérées !

Un personnel épuisé physiquement et moralement.

Leur dette n'est pas la notre : refusons de payer !